

Pierre Monatte Où va la C.G.T. ? (1946)

Brochure publiée par l'équipe de la *Révolution Proletarienne* en mai 1946 (la revue attendant la levée de la censure et de l'autorisation préalable, qui aura lieu début 1947, pour reparaitre).

Quinze jour se sont écoulés et vous pensez encore au congrès fédéral ? Qui donc autour de vous y pense encore ? Les problèmes politiques ont refoulé les problèmes syndicaux et les problèmes économiques. Tout le monde aujourd'hui pense à la Constitution ; vous, vous persistez à ruminer ce qui s'est passé au premier congrès tenu par la CGT depuis la Libération. Vos réflexions sont amères ; vous êtes déçus et découragés.

Vous n'arriverez pas à vous passionner pour savoir si le nouveau Parlement comportera une ou deux Chambres et comment sera désigné le président de la République. Vous êtes pris par des préoccupations terre à terre de ravitaillement et de salaire. Sacrés matérialistes ! Vous vous demandez ce que votre ménagère réussira à mettre dans votre assiette et dans celle de vos enfants ; avec quel savon elle pourra laver le linge de la famille et par quel miracle elle parviendra à en renouveler quelques pièces. Tout cela forcément subordonné à la paie que vous lui rapporterez au bout de la quinzaine. Vous dites que la CGT d'autrefois, celle d'avant 1914, prenait la tête des manifestations contre la vie chère. Vous vous étonnez que celle d'aujourd'hui n'en fasse pas autant.

Vous êtes inquiets, en outre, de ce qui se passe par le monde. De la paix qui ne se signe pas. Des remous qui se produisent dans les colonies ; avant-hier en Algérie, hier au Cameroun, à présent en Indochine, et là c'est autre chose que des remous. Les conférences entre gouvernants en vue de la paix échouent régulièrement. Vous présagez des jours plus mauvais encore que les plus terribles que nous sortons de vivre. Pas de paix, c'est la guerre de nouveau, avec des moyens de destruction centuplés. Sur tout cela, vous ne comprenez pas davantage la position de la CGT. Vous ne pouvez croire qu'elle soit devenue colonialiste et chauvine. La CGT d'autrefois, celle d'avant 1914, ne se serait pas croisé les ras, dites-vous. Elle aurait encore moins couvert ou appuyé les gouvernants français demandant la rive gauche du Rhin. Vous prétendez qu'un congrès confédéral d'alors se serait dressé presque unanime contre les déclarations chauvines comme celles du dernier congrès, à commencer par celles d'Hénaff, à finir par le discours de Saillant. Alors quoi ? Il ne vous suffit pas d'être de sordides matérialistes, il vous faut aussi rêver à la paix, à la fraternité entre les ouvriers et entre les peuples ?

Rêveurs incorrigibles et jamais satisfaits, vous avez peine à croire que vos députés et vos gouvernants soient en train de vous émanciper vraiment du capitalisme. Vous êtes sceptiques devant cette révolution sans secousse ni douleur qu'on vous prépare, à coup de nationalisations, sur le papier du *Journal officiel*. Vous vous demandez si ce n'est pas 1848 qui recommence. Après beaucoup de bavardages, gare aux journées de juin !

Vous êtes surpris que les « vieux confédérés », qui continuent à se dire partisans de l'indépendance du syndicalisme, ne l'aient pas mieux défendue à ce congrès. A vos yeux, c'en est fait de cette indépendance. Désormais la CGT n'est plus qu'une annexe du parti communiste ! Mort, le syndicalisme révolutionnaire ! Le jour où la CGT a six millions d'adhérents, est-il possible qu'elle renonce à toutes les espérances de sa jeunesse ? C'est-à-dire qu'elle ne veuille plus l'émancipation complète des travailleurs et qu'elle ne croie plus que cette émancipation ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Vous voilà, mes jeunes camarades, acculés au dilemme de Pierre Hervé : « Le communisme ou le désespoir .» Or, ce qu'on appelle le communisme, vous le connaissez mieux que Pierre Hervé ; vous le connaissez par un autre bout que messieurs les agrégés. Vous savez que les partis communistes de 1946 ont tourné le dos au communisme depuis longtemps et qu'ils méritent, plus encore que les partis socialistes de 1919, le qualificatif de social-chauvins que Lénine appliquait à ceux-ci.

Alors, ne vous resterait-il plus que le désespoir. C'est ce que vous vous demandez avec angoisse.

Débats fades et décevants ; Pourquoi ?

Voyons d'abord ce qu'ont été les débats de ce congrès confédéral. Fades et monotones, ternes et décevants ; c'est à peu près l'avis général. Ils n'ont pas forcé l'attention publique.

La classe ouvrière elle-même leur a manqué une sorte d'indifférence. Comme si les syndicats étaient autre chose qu'elle et si leurs problèmes n'étaient pas les siens !

D'où vient cette indifférence ? Sans aucun doute, de ce que les vrais problèmes ouvriers n'ont pas été abordés. De ce que les sujets essentiels, les sujets brûlants, n'ont pas été discutés. Un certain nombre de militants de la minorité sont intervenus, non sans utilité ni sans courage, mais ils ne se sont pas aventurés très loin dans la zone dangereuse. Car il y a une zone dangereuse, des problèmes qu'il ne faut pas effleurer.

Quant aux vieux chefs confédérés, ils n'étaient pas disposés à se battre, soit qu'ils n'aient pas estimé l'heure venue, soit qu'ils se trouvent d'accord sur des points importants avec leurs adversaires d'hier. Du moment que la parité au bureau confédéral et à la commission administrative était maintenue, rien ne pressait.

Peut-être le discours d'ouverture d'Hénaff et le grand exposé de Frachon, le premier jour – quelle drôle de méthode de discussion que ces exposés des secrétaires faisant double emploi avec les secrétaires confédéraux ! -, peut-être ces deux discours ont-ils pu impressionner quelques délégués et semer un peu de crainte, par la façon de parler de Munich et des munichois, ainsi que de la scission intervenue en septembre 1939.

Il est caractéristique qu'aucun munichois – il n'en manquait pas cependant – n'ait répliqué. Pas une fois n'a été rappelé le pacte germano-soviétique d'août 1939. Pourtant, si Munich n'est pas une page d'histoire très brillante, le pacte signé par Ribbentrop et Molotov, qui laissa les mains libres à Hitler pour engager la guerre, en est une plus noire et plus difficilement explicable.

Le congrès a laissé dire et redire que la scission confédérale de 1939 avait été provoquée par les traîtres Belin, Dumoulin, Delmas – pas oublié, Delmas – et Froideval. Comme si, pour tout le monde, au moins pour tous ceux qui voient avec leurs yeux et raisonnent avec leur tête, cette scission n'avait pas été la conséquence fatale du pacte germano-russe ! Ce jour-là, patriotes français et patriotes russes se trouvèrent séparés. Ils se sont raccommodés depuis. Mais cela n'efface pas le passé. En outre, qui peut assurer que cette cassure ne se reproduira pas avec la même fatalité ?

Il ne fait pas bon être en désaccord avec les dirigeants communistes : guère plus avec les dirigeants confédéraux, même quand ils n'ont pas encore l'étiquette stalinienne. On a pu s'en rendre compte en voyant *Le Peuple* du 30 mars parler des « inconscientes et irresponsables affirmations des camarades André Lucot et Louis Robert ». Les secrétaires confédéraux de 1946 vont-ils se permettre un pareil ton ? Surtout va-t-on le leur laisser prendre ? En fait d'inconscientes et irresponsables affirmations, peut-être en trouverait-on quelques-unes, cette fois réelles, dans le discours de Saillant au congrès, le 11 avril.

Il y a mieux. Le congrès, sur la proposition de la commission des conflits, dont le rapport fut présenté par son président, Jaccoud, un ex-confédé, le congrès lui-même décida l'exclusion d'un syndiqué, Marc Moinet, pour avoir écrit dans l'organe de l'union départementale de la Sarthe un article intitulé : « Où va le syndicalisme ? » Diable ! Que peut bien contenir de si terrible cet article ? La commission des conflits aurait pu, dans sa résolution, citer quelques preuves du délit. Jusqu'ici la CGT laissait aux syndicats la tâche de faire la police dans leur sein. Pour exclure quelqu'un, il fallait un motif qui en vaille la peine. Moinet a-t-il fait le jaune dans quelque grève ? Ou simplement manqué aux marques extérieures de respect ? Les dirigeants confédéraux d'avant 1914 avaient l'épiderme moins sensible. Ils avaient surtout un sens plus vif de la liberté des syndiqués.

Il semble qu'on ait voulu très consciemment impressionner les délégués susceptibles d'intervenir au congrès. On ne peut encore empêcher les non-conformistes de s'expliquer. Qu'au moins ils ne le fassent pas sans quelque crainte. On ne s'attendait pas, paraît-il, à autant d'interventions de délégués de la minorité. La prochaine fois, des mesures seront prises pour raréfier ces interventions et pour qu'on ne puisse toucher aux sujets interdits.

Autrefois, dans les congrès confédéraux, les délégués de syndicats intervenaient les premiers, librement, abondamment. Ne fallait-il pas que la voix directe des ateliers et des chantiers se fît entendre ? Mieux valait pécher par excès de liberté que d'étouffer un débat. Aujourd'hui, un secrétaire confédéral ouvre chaque discussion par un long discours ; il fait la leçon et donne le ton.

Que seront demain les congrès confédéraux ? Sans doute des assemblées d'information. Les fonctionnaires syndicaux y viendront au rapport. Nous n'en sommes pas tout à fait là, mais c'est vers cela qu'on marche. Faut-il s'étonner que les débats de ce dernier congrès aient été fades et décevants ?

Deux méthodes possibles en fait de ravitaillement. La CGT n'en adopte aucune.

Pourtant, ce ne sont pas les questions importantes qui ont manqué. Tout d'abord, la CGT avait-elle fait ce qu'elle devait, depuis un an et demi, pour assurer la défense de la situation matérielle de la classe ouvrière ?

Jamais le ravitaillement n'a été pire. Dans les centres ouvriers tout au moins. L'ouvrier parisien n'a pas eu de charbon, cet hiver. Il est à la veille de voir diminuer sa ration de pain, peut-être d'en manquer. Il reçoit, du Ravitaillement, des pommes de terre tous les trente-six du mois. Les distributions de matières grasses sont plus irrégulières que jamais. Ne parlons pas des chaussures, du linge, des vêtements. Dans les régions sinistrées, le toit a manqué, comme les hivers précédents. Un an et demi après la Libération, la situation est plus mauvaise que sous l'occupation. On ne peut plus invoquer les prélèvements de l'armée occupante. Restent, il est vrai, les prélèvements de l'armée française, avec tous les scandales qui ont été mis à jour. Mais cela ne suffit pas à expliquer l'incurie et l'impuissance des services effectifs du Ravitaillement. Nous avons vu les ministres à la Ramadier se reposer paisiblement sur leur administration, et cela n'allait pas bien. Ensuite, Pineau, qui a voulu faire quelque chose, a secoué ses services, bousculé le commerce, couru en Amérique ; cela n'a pas été mieux. Enfin, Tanguy-Prigent, un paysan ministre de l'Agriculture, qui n'a rien obtenu de la paysannerie. Et maintenant Longchambon, qui ne sait par quel bout prendre sa besogne. Dans telle campagne, la viande est en abondance, vendue presque librement et sans tickets ; dans la ville ouvrière proche, rien. Pas d'œufs en ville, alors que dans telle région on attend qu'on vienne les chercher. Tout à l'avenant. Il suffit que les services officiels s'occupent d'un produit pour qu'ils le fassent fuir. Mauvaise préparation à la gestion par l'Etat ; si les nationalisations sont aussi bien conduites, cela fera du beau.

Il faut vivre cependant. La CGT avait le choix entre deux méthodes. L'une qui aurait consisté à suppléer à la carence du ravitaillement officiel en organisant ses propres services de ravitaillement, d'accord avec les syndicats paysans et les coopératives de consommation. Les Fédérations de l'alimentation, de l'agriculture, des inscrits maritimes, appuyées par celles des cheminots et des transports, auraient pu entreprendre cette opération. Cela n'a pas été fait. Un comité s'est constitué, comprenant la CGT, la CGA, la Fédération des coopératives ; il a moulu du vide. On pourrait qualifier cette méthode de réformiste. Encore ne serait-ce peut-être pas juste : en vertu du socialisme des institutions, un Pelloutier aurait risqué la tentative et demandé aux bourses du travail de prendre l'affaire en main.

Il y avait une autre méthode, plus couramment appelée révolutionnaire, et qui aurait invité les crève-la-faim – c'est-à-dire presque tout le monde – à manifester. Vous ne croyez pas que certaine réponse faite en février 1945 par le Ravitaillement général aurait légitimé une petite manifestation ? Un secrétaire du « Secours Quaker », qui offrait un camion pour ramener du beurre de Normandie, avait obtenu cette réponse : « On n'a pas besoin de beurre à Paris, les Parisiens n'en réclament pas. »¹ Notez que depuis plusieurs semaines pas un gramme de beurre n'avait été distribué. Ces messieurs du Ravitaillement général ne s'inquiétaient pas pour si peu. Ils n'avaient pas de beurre à distribuer, les Parisiens s'en passeraient. D'ailleurs, où avait-on pris que les Parisiens en avaient besoin ? S'ils en avaient eu besoin, ils auraient réclamé. Et comment ! On sait que les Parisiens sont prompts à la révolte. Ils seraient venus crier sous les fenêtres du Ravitaillement général. Ils auraient cassé quelques vitres. Peut-être molesté non le monsieur qui avait fait cette réponse digne de l'histoire, ni les citoyens Ramadier et Tanguy-Prigent, mais quelques garçons de bureau des ministères du ravitaillement et de l'Agriculture.

Mais, voilà, les Parisiens ne sont pas allés sonner les cloches aux « sérénités » du ravitaillement général. Les Parisiens ont perdu l'habitude de manifester, ils processionnent maintenant. Ou bien ils se débrouillent. Surtout, ils se débrouillent. Pourtant, de-ci de-là, on commence à perdre patience ; les ménagères manifestent, des ouvriers arrêtent le travail, et chaque fois on se dépêche de remédier à la situation. Il suffirait de peu de chose, si la CGT le voulait, pour généraliser ces manifestations.

Mais les dirigeants de la CGT ne le veulent pas. Ils ont bien d'autres choses en tête, de grandes choses pour demain ou après-demain. Que leur parle-t-on d'aujourd'hui ? Et puis le mauvais ravitaillement fournira un bon argument électoral aux candidats communistes. C'était peut-être l'hiver dernier, et même l'automne dernier, qu'il fallait remuer ciel et terre

¹ Lettre du Secours Quaker, *Figaro*, 13 février 1945.

pour avoir du charbon. Evidemment, ce n'est pas mal encore d'y penser cet été, mais cela sent un peu trop l'approche des élections. De même pour ces millions de quintaux de blé russe avec lesquels on jongle dans *L'Humanité* et dans les tracts remis à domicile. Ils font pâlir les millions de tonnes de blé américain. Des tonnes, qu'est-ce que c'est que ça ? Parlez-nous de quintaux ! Pourvu qu'il en soit question, une fois les élections passées.

La CGT aurait pu choisir l'une ou l'autre de ces méthodes. Elle aurait même pu les adopter toutes les deux à la fois, joindre la réformiste à la révolutionnaire. Elle a préféré n'en choisir aucune. Que les ouvriers se débrouillent !

Bien sûr, ils se débrouillent. Quand le Ravitaillement général les oublie, à leur tour ils oublient le Ravitaillement général. Ils ne prennent pas la peine de tourner leurs regards vers lui, même pour l'injurier. Ils l'ignorent. Ils se passent de lui. Ils partent en chasse. Et eux qui ne disposent pas des puissants moyens de l'Etat, de ses services de collectage et de ses moyens de transport, ils trouvent du beurre là où il n'en trouve pas. Là où l'Etat se montre incapable, eux arrivent à un résultat. Un résultat individuel, multiplié un nombre incalculable de fois, mais qui laisse une masse de gens dans le dénuement, la masse de ceux qui n'ont pas de famille ou de relations à la campagne, de ceux qui n'ont pas de ressources suffisantes, de ceux qui ne sont pas débrouillards, de ceux qui ont confiance en monsieur l'Etat. C'est le règne du débrouillage individuel. Que la confiance en l'Etat se perde, cela nous laisse froid, n'est-ce pas ? Cela nous ferait même plaisir si cette confiance se reportait sur un organisme ouvrier, mais cette confiance se perd, tout simplement. Du même coup, la confiance en l'organisation ouvrière est touchée ; voilà ce qui est grave. Les malheureux ne diront-ils pas un jour : « Que faisiez-vous aux temps froids ? » Y ont-ils pensé, les dirigeants des syndicats ouvriers, des syndicats agricoles, des coopératives de consommation ?

Comment la classe ouvrière ne serait-elle pas démoralisée sous le régime du chacun pour soi ? Au diable le salut collectif ! On se débrouille pour trouver de quoi manger. Il le faut bien sous peine de crever de faim, le Ravitaillement assurant juste de quoi vivre une semaine par mois. On se débrouille pour trouver les ressources qui permettent de faire face aux dépenses exceptionnelles du moment. Il n'y a guère de corporation où les salaires y suffisent. D'où les combines, le troc, le débrouillage. Tout cela ne cessera pas brusquement demain. Que de candidats au petit commerce quand on pourra rouvrir boutique et qu'il y aura des marchandises ! Déjà, il était mal porté d'être ouvrier. Faut-il être inintelligent pour rester ouvrier ! Le mépris du travailleur manuel, ce travail réservé aux seuls imbéciles, était un article du catéchisme bourgeois. Va-t-il entrer dans la pensée des ouvriers eux-mêmes ? La grande préoccupation va-t-elle être de ne plus rester ouvrier ? Alors, comment bâtirons-nous une société socialiste ?

On parle souvent de revaloriser telle ou telle corporation. Ce qu'il importe de revaloriser, c'est le travail, le travail manuel, le travail réel.

Blocage des salaires et suppression du droit de grève

Depuis un an et demi, la CGT aurait dû lutter pied à pied contre les services du ministère du Travail préoccupés de fixer sur le papier le taux des salaires et de bloquer impitoyablement ceux-ci. Faites toutes les paperasses qu'il vous plaira, mais, du moment que les prix montent, que la vie devient plus chère, il faut que les salaires suivent le mouvement. C'était la logique même. Il a fallu cependant qu'un secrétaire communiste de la fédération des métaux remplace, au ministère du Travail, le bourgeois M. Parodi pour que la paperasse ait définitivement le pas sur la réalité. Il s'est refusé à homologuer une convention intervenue entre typos de journaux et patrons imprimeurs ; la convention n'en a pas moins été appliquée pratiquement. Mais, quand rotativistes et clicheurs ont voulu faire réadapter leurs salaires, ils ont été lanternés pendant des mois, si bien qu'ils n'ont vu d'autre issue qu'une grève des journaux parisiens, grève qui restera connue sous le nom de la grève Croizat. Le ministre communiste a tenté de dresser les ouvriers des autres corporations contre ceux du livre. La manœuvre a échoué ; les ouvriers des autres corporations ont estimé, au contraire, que les ouvriers du livre donnaient le bon exemple. Même dans les métaux. Croizat pourrait s'en apercevoir dès que le travail marchera normalement.

Déjà un secrétaire confédéral avait osé déclarer, en septembre 1945, dans un meeting d'ouvriers parisiens du bâtiment, que « la grève, dans la situation présente, est l'arme des trusts contre la nation et contre la classe ouvrière ». A en croire *L'Humanité* du 19 septembre, cette déclaration aurait été applaudie. Les ouvriers du bâtiment ont rudement changé. Ou bien ils disposent d'autres moyens de lutte, qu'ils ne feraient pas mal de

révéler.

Les congrès confédéraux aussi ont bien changé, puisqu'au seul mot de grève les délégués communistes se soulevaient d'indignation. Ne faut-il pas copier ce qui se fait en Russie où, comme chacun sait, n'existe pas le droit de grève ? Quelle arme resterait ici entre les mains des travailleurs ? On peut même se demander si là-bas l'ouvrier russe n'a pas payé cher le fait que ses syndicats aient perdu toute indépendance, qu'ils soient privés du droit de grève et qu'ils soient si complètement intégrés dans l'Etat.

En tout cas, ici, il faudrait avoir une singulière confiance dans le patronat, le parlement et le gouvernement pour se laisser enlever l'arme de la grève. La seule arme dont dispose, en définitive, la classe ouvrière, puisqu'elle a renoncé à employer pour son compte le boycottage et le sabotage, méthodes de lutte très utilisées maintenant, mais pour tout autre intérêt que l'intérêt ouvrier.

On ne manquera pas d'objecter que nous nous préoccupons très peu de la remise en état de la vie économique du pays. Ils s'en préoccupent évidemment davantage ceux qui, depuis un an et demi, chantent l'hymne à la production, à la production de guerre, et qui sacrifieraient tout à l'armée. A la fin de l'année dernière, à la Constituante, n'a-t-on pas vu les communistes en désaccord avec les socialistes sur la réduction des crédits militaires proposée par ces derniers ? Ils l'étaient encore. André Philip montrait la nécessité de réduire de moitié l'armée et ses dépenses. La France ne peut pourtant sortir du pétrin et consacrer ce qui lui reste de force à reconstruire une armée. Non plus qu'en continuant d'appliquer certaines méthodes militaires. *Force ouvrière* du 27 décembre dernier a raconté une petite histoire savoureuse, qui n'a pas été démentie, que je sache. Elle montre que les hommes s'adaptent facilement aux routines administratives. Les ministres de la Guerre ou de l'Air peuvent changer, le mépris des besoins civils reste. On sait combien le verre à vitres manque et si les régions sinistrées en ont besoin. Un jour, le ministre de la Reconstruction, inquiet de savoir où passait celui qui se fabriquait, se rend dans différentes usines et notamment à Saint-Gobain. Notre ministre se rend là-bas pour voir quels sont ces extraordinaires besoins. Un colonel lui montre des hangars en construction. « Pourquoi ces hangars ? – Pour stocker nos verres, répond le colonel. Notre ministre se fâche.

– Vous aurez de mes nouvelles ! » De retour à Paris, il s'explique avec son collègue de l'Air qui confirme les dires de son colonel. Le verre à vitres restera stocké en prévision de l'usage que l'aviation pourra en faire dans trois ou quatre ans. Et le colonel est nommé général.

Stockez, stockez les biens du militaire, camarade Tillon. Mais ne chantez pas trop fort l'hymne à la production. Ne croyez pas que ce soit le bon moyen d'assurer la renaissance française. Surtout, n'exigez pas la bénédiction de la CGT pour cette gabegie, ni pour ce mépris des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

La CGT aussi demande-t-elle la rive gauche du Rhin ?

Une question surtout n'eût pas manqué de rompre la monotonie de ce congrès. Je suis surpris qu'elle n'ait pas été abordée. Elle domine cependant toute la politique extérieure de la France. Tous les partis politiques sont d'accord à son sujet, mais il ne s'ensuit pas que la classe ouvrière, et partant la CGT, doit participer à cet accord. A mon avis, elle ne le peut pas. Pas davantage en 1946 qu'en 1919, où elle fut unanime contre la même revendication formulée alors par Clemenceau, Poincaré et le maréchal Foch. Que le parti socialiste ait changé d'avis, ou paraisse en avoir changé, c'est son affaire ; aux membres du parti socialiste de dire ce qu'ils en pensent. Que le parti communiste se déjuge, que le parti de Zimmerwald réclame aujourd'hui des annexions, c'est à ses membres aussi d'arranger ça. Mais que la CGT leur emboîte le pas, cela intéresse tous les syndiqués.

C'est une vieille histoire, une vieille revendication des chauvins français que la revendication de la rive gauche du Rhin. Il y a beau temps que la classe ouvrière en a reconnu et proclamé le danger. Déjà, en 1793, Carnot disait et répétait qu'il était contre la revendication de la rive gauche du Rhin. Sous le second Empire, Vermorel déclarait que la frontière du Rhin « ne manquait ni à notre prospérité ni à notre repos » et que « son annexion ne nous procurerait pas une liberté de plus » ; il reprenait simplement ce que Proudhon avait dit sur le Rhin : « C'est peut-être une ligne stratégique, ce n'est pas une frontière naturelle. » D'ailleurs, ajoutait-il, « conquêtes, annexions, redressements de frontières, tout cela est inutile, suranné, stérile ». C'était vrai alors. Combien plus vrai encore au siècle de l'aviation, au début de l'ère atomique.

Lorsque Jouhaux voulut conduire une délégation des partis de gauche chez le général de

Gaulle pour protester contre un certain système de vote et que le général refusa de le recevoir, beaucoup de syndiqués s'étonnèrent d'une telle démarche. De quoi se mêlait le secrétaire confédéral ? Ils auraient parfaitement compris que la CGT demandât à parler au chef du gouvernement pour lui donner son avis sur sa politique extérieure. J'imagine assez bien le petit discours que Jouhaux aurait pu tenir, même de son point de vue actuel de bon démocrate :

« Nous avons beaucoup de respect pour votre personne, général, vous avez eu l'intelligence de comprendre contre l'état-major, que la guerre de 1939 ne ressemblerait pas à celle de 1914-18. A un moment grave, où tout le monde croyait la France définitivement abattue, vous avez eu le caractère de dire tout haut qu'il ne fallait pas désespérer et d'appeler à la résistance. Vous avez ainsi sauvé l'honneur de l'armée. Vous avez rendu un grand service à la France. Le nationalisme français peut mourir, vous l'avez gardé d'une souillure ineffaçable ; grâce à vous, il peut s'éteindre dignement. Mais il doit s'éteindre. Aux problèmes d'aujourd'hui, il n'est plus de solutions nationales. Que proposez-vous maintenant ? La France veillant sur la rive gauche du Rhin, sous forme d'annexion franche ou voilée. Vous reprenez la revendication d'un maréchal Foch et de Poincaré, celle aussi de Clemenceau. Cette revendication, nous l'avons combattue en 1919. Nous la combattons avec plus de force encore aujourd'hui.

Nous avons eu sous les yeux, pendant vingt-cinq ans, le drame d'une Alsace-Lorraine ne sachant plus si elle était française ou allemande. Que serait-ce avec la Sarre, le Palatinat, la Rhénanie ? Cette folie, les ouvriers français, parlant par la bouche de la CGT vous disent qu'il ne faut pas la commettre. La revendication de la rive gauche du Rhin est une des choses qui ont faussé et ruiné le traité de paix de 1919 ; elle a séparé la France de l'Amérique et de l'Angleterre. Aujourd'hui, cette même revendication creuserait un même fossé entre ces pays et le nôtre. Sans parler du précipice qu'elle établirait entre la France et l'Allemagne. Vous raisonnez en homme attaché aux traditions militaires et diplomatiques du passé. Vous croyez ce passé toujours vivant. Vous ne vous apercevez pas que le monde a changé, que les problèmes ne se posent plus de la même façon et qu'il existe une autre grandeur que la grandeur militaire.

Excusez-nous de vous parler ainsi, nous ne voulons point vous blesser, mais nous estimons de notre devoir de vous dire que pour la France ouvrière, et même pour la France tout court, il est une autre grandeur, c'est d'appeler les peuples à d'autres tâches que la guerre. Proudhon prophétisait, il y a quatre-vingts ans : « La fin du militarisme est la mission du XIX^e siècle, à peine de décadence indéfinie. » Ce que n'a pas fait le XIX^e siècle, c'est au XX^e siècle de le faire. Et de se hâter de le faire. Voilà, général de Gaulle, ce que nous avons besoin de vous dire. »

Le général de Gaulle est parti, mais sa politique extérieure est restée : c'est elle que continue M. Bidault, soutenu par le MRP et par le parti communiste, suivi, semble-t-il, par le parti socialiste.

En finir avec le militarisme, sous peine de décadence indéfinie

Le Jouhaux d'avant 1914 n'aurait pas manqué de tenir cet utile petit discours. Il l'aurait probablement fait sur un autre ton. Mais passons sur ce ton ; l'important c'est la chanson. Ce qui est incompréhensible, c'est le silence de la CGT sur une question qui commande toute la vie extérieure, et même intérieure, de la France. Ce qui est incompréhensible encore, c'est le silence de la nouvelle Internationale syndicale. Elle se devait, pour son baptême, de tenir un pareil langage. Non pas au seul gouvernement français, mais à tous les gouvernements, au nom des travailleurs du monde entier.

Plus qu'aucune autre nation, la France est désignée pour prêcher cette mission dont parlait Proudhon : en finir avec le militarisme, sous peine de décadence indéfinie. Et pis encore depuis la bombe atomique.

Forte de sa propre expérience, des leçons qu'elle a reçues, de Napoléon en particulier, elle pourrait mettre en garde les autres nations. Un historien très bourgeois de chez nous, Fustel de Coulanges, le disait déjà aux Allemands en 1871. C'est curieux comme l'intelligence vient aux bourgeois dans la défaite et comme ils la perdent dans la victoire.

Nous aussi, disait alors Fustel de Coulanges, nous avons connu la manie des conquêtes et l'éblouissement de la gloire ; nous aussi nous avons versé le sang et accumulé les ruines et

nous pouvons vous apprendre que le mal que nous avons fait aux autres est chaque fois retombé sur nous-mêmes.

Aujourd'hui, où l'Allemagne voit retomber sur elle le mal qu'elle a fait aux autres, quelqu'un va-t-il tenir au monde ce langage de sagesse et d'humanité ? Qui va mettre en garde contre eux-mêmes le bouillant nationalisme russe et le jeune nationalisme américain si fier de sa force ? Le gouvernement français ne le fait pas. Il fait même tout le contraire. Le socialisme se tait. Le communisme hurle à la mort. La CGT a perdu une belle occasion d'incarner la pensée profonde de la France, la pensée en tout cas de sa classe ouvrière lorsqu'elle raisonne, sa douleur assourdie, sa colère tombée, et qu'elle sourit de sa vanité de coq gaulois ; la pensée aussi des ouvriers et des paysans de partout, ceux de Russie, oui de Russie, d'Angleterre, d'Amérique et de Chine, comme ceux d'Allemagne, oui d'Allemagne, d'Italie et du Japon.

Pourquoi la CGT n'a-t-elle pas eu la sagesse de parler ainsi ? Serait-elle complètement infectée de nationalisme ? Ou bien a-t-elle peur de ne pas paraître assez bonne patriote aux yeux des bourgeois qu'elle fréquente maintenant ?

Dans un pareil moment, les partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière, s'ils servaient à quelque chose auraient pu le montrer en remontant le moral de la CGT. Mais le parti socialiste a encore plus peur qu'elle d'être taxé de mauvais patriote. Il a entrevu ce qu'il devait faire, mais il s'est bien gardé de le faire. Il craint trop de se fermer les avenues du pouvoir. Il craint aussi les hurleurs du chauvinisme français de 1946. Pendant l'autre guerre, c'étaient les royalistes de l'Action française qui remplissaient ce rôle abject. Ils n'étaient guère qualifiés pour le tenir, car, s'il y eut famille de mètèques, suivant leur propre expression, ce fut évidemment leur famille royale. Qualifiés ou pas, ils faisaient trembler les gens. Aujourd'hui, leur rôle est tenu par le parti communiste. Ce n'est plus Léon Daudet qui emploie trente fois le mot « boche » dans le même article, c'est Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste français, le parti membre de cette Internationale née à Zimmerwald au milieu de l'autre guerre mondiale, de la rencontre, par-dessus les fronts et les frontières, des révolutionnaires de partout.

Que s'est-il donc passé pour que le mot d'ordre de Zimmerwald – « Paix sans annexions ni sanctions » - soit remplacé par un autre qui réclame annexions et sanctions ? Il s'est passé que la Russie s'est servie à l'Est. Suivant l'image d'Emile Buré, l'Allemagne est une omelette dont on peut couper les deux bouts. La Russie l'a fait pour son compte et celui de la Pologne. A la France de prendre l'autre bout. Si elle le peut.

C'est pour cela que le général de Gaulle et son ministre Bidault allèrent à Moscou. « Aidez-nous à obtenir la rive gauche du Rhin et nous vous aiderons en Pologne. » Moscou parut accepter le marché. Mais il n'avait besoin de personne pour se servir. Il avait seulement besoin qu'on ne parût pas s'en apercevoir. En fait, personne ne s'est élevé contre le dépècement de l'Allemagne à l'Est. Une savante opération de chirurgie ethnique s'y poursuit encore. L'ours russe a étendu sa patte, marqué sa frontière et celle de la Pologne. Quand le petit coq Bidault a réclamé sa part à l'Ouest, l'ours a feint de ne rien voir. Le grand coq de Gaulle alors a élevé la voix, l'ours s'est contenté de grogner. Du coup, l'ancien président du gouvernement provisoire a perdu la sympathie du Parti communiste français. Voilà pourquoi le parti communiste n'a rien à dire contre la revendication de la rive gauche du Rhin et le dépècement de l'Allemagne de l'Ouest : il lui faudrait s'élever contre le dépècement à l'Est.

Le rôle qui revenait à la Fédération syndicale mondiale

Lors du Comité confédéral de septembre 1945, une intervention de Vandiel, l'un des secrétaires de l'Union des syndicats de la région parisienne, m'avait beaucoup amusé. Il avait montré « la nécessité d'appliquer sans faiblesse les décisions prises au cours des dernières conférences, à Yalta, à San Francisco, à Postdam ». Je m'étais dit : voilà un jeune bougre qui a de la chance, il sait ce qui s'est passé à Yalta, à San Francisco, à Postdam. Mais c'est à croire qu'il prend ces conférences pour des congrès ouvriers internationaux !

Je ne me doutais pas que Vandiel était une sorte de pionnier. Voilà maintenant que c'est la CGT elle-même, dans ses manifestes, qui se réclame de Yalta, de San Francisco et de Postdam. Voilà que Saillant, un secrétaire confédéral doublé d'un secrétaire de la Fédération syndicale mondiale, fait adopter par le congrès confédéral l'annexion de la Sarre, l'occupation prolongée de la rive gauche du Rhin, l'internationalisation de la Ruhr. Il demande en même temps une dénazification impitoyable, ne voyant pas que le meilleur

moyen de sauver les racines du nazisme, c'est d'appliquer les trois mesures précédentes. Il se permet, en outre, de tancer les syndicats ouvriers allemands qui se reconstituent. S'ils s'opposent au dépècement de leur pays, ils prendront, dit-il, la responsabilité de l'état de rupture morale entre eux et nous. Singulier langage dans la bouche d'un secrétaire d'une Internationale syndicale. Il est vrai qu'une griserie inexplicable, ou trop explicable, lui fait dire des énormités. Ne s'étonne-t-il pas que le Conseil de sécurité de l'ONU se soit saisi de la question iranienne ? Les grandes puissances auraient-elles tous droits sur leurs petits voisins ? Saillant était de ceux qui regrettaient l'impuissance de la SDN devant le Japon dans l'affaire de Mandchourie, ou devant l'Italie dans l'affaire d'Ethiopie. C'est à peu de chose près la même situation en Iran. Le reproche que mériterait l'ONU serait peut-être d'avoir mis trop de formes pour parler à la Russie. Et qu'est-ce que Saillant a bien voulu dire en terminant ainsi son grand discours : « Aimer notre patrie et la défendre ne nous a pas empêché de la faire aimer à travers le monde, au point qu'ils sont nombreux, de Moscou à San Francisco, en passant par Varsovie et Londres, les travailleurs, les citoyens, les citoyennes qui aiment dire : *J'aime mon pays puisque j'aime la France.* » A force d'aimer sa patrie, Saillant risque fort de la rendre ridicule et lui avec.

Comment s'étonner ensuite que les adjurations de Lucot et Robert, à la Fédération syndicale mondiale, aient été qualifiées par Saillant d'inconscientes et d'irresponsables ? Ces camarades avaient pourtant cent fois raison de dire ce qu'ils ont dit dans leur rapport² :

N'est-ce pas la Fédération syndicale mondiale qui aurait dû prendre en charge le destin des peuples vaincus et non pas les abandonner aux bras séculiers des Etats vainqueurs ?

Elle est restée passive en face de la misère montante et des révoltantes exactions qui rappellent l'époque de l'hitlérisme triomphant. Des dizaines de millions de travailleurs n'ont ni pain, ni travail, ni toit, et, derrière les décors de la « démocratie rénovée », on voit se profiler les camps de travail et les législations de mise au pas des ouvriers. Des populations entières sont déportées et meurent en cours de route sans que la FSM perde sa sérénité...

Cet abandon, par la FSM, des classes laborieuses des pays vaincus apparaîtra dans l'histoire comme un crime – que nous paierons cher un jour – et comme la preuve que ses dirigeants ne croyaient pas à la vertu rénovatrice du syndicalisme agissant.

C'était bien là en effet le rôle qu'aurait dû remplir la Fédération syndicale mondiale, comme ç'aurait été celui de la CGT de prendre en main la protection sur le sol français des prisonniers de guerre allemands, et de ne pas laisser le soin à *Témoignage chrétien* et au *Figaro* de s'élever contre les mauvais traitements dont ils étaient l'objet en trop d'endroits.

Pour cela, il aurait fallu que la CGT fût restée internationaliste, qu'elle continuât à penser que les ouvriers de tous les pays sont frères, des frères qu'on parvient trop facilement à dresser les uns contre les autres, des frères qu'on fait s'entretuer ; il aurait fallu que la FSM ne fût pas l'assemblage fragile de mouvements syndicaux qui y viennent chacun défendre le point de vue de son propre gouvernement... quand ce n'est pas, comme pour la CGT pour y défendre parfois le point de vue du gouvernement russe.

L'indépendance du syndicalisme sacrifiée par le réformisme

Vous n'en revenez pas que les « vieux confédérés » n'aient pas mieux défendu l'indépendance du syndicalisme à ce congrès.

C'est qu'il est difficile de défendre une chose à laquelle on ne croit plus – mettons, si vous voulez, pour ne pas être injuste pour quelques-uns, une chose à laquelle on ne croit plus qu'à moitié.

Depuis 1914, les ex-confédérés ne savent plus ce que c'est que l'indépendance syndicale. Ils ne se conduisent plus qu'en réformistes syndicaux. Encore des réformistes vieille manière comme Keufer ou Liochon tenaient-ils davantage à l'indépendance. Même Ehni devant les insultes d'un Grenier est capable de dire : « En voilà assez ! » Mais le propre du réformisme, c'est de s'adapter au régime dans lequel il vit. Les syndicats, il faut bien le dire, sont entraînés au réformisme par la nécessité de leur effort journalier. Le syndicalisme révolutionnaire français avait toujours prétendu se distinguer du mouvement syndical à l'allemande et du trade-unionisme à la manière allemande ou américaine. Il ne voulait pas

² On raconte que j'ai mis la main à ce rapport. Je ne peux que regretter que ce ne soit pas vrai. Mais je ne crois pas avoir jamais vu Lucot. Quant à Robert, il y a bien quatre ou cinq ans que nous ne nous sommes rencontrés.

être réformiste comme eux et ne lutter que dans le cadre du régime capitaliste ; il voulait briser ce cadre. Des anarchistes et certains marxistes de gauche lui en déniaient la possibilité. Je ne crois pas qu'ils avaient raison. Mais ils signalaient un danger réel dont nous ne nous rendions pas suffisamment compte. Certes, les syndicats ne peuvent pas négliger la lutte journalière : c'est leur première tâche immédiate ; raison de plus pour chercher dans leur sein un contrepoids révolutionnaire, afin de ne pas se laisser enfermer dans le cadre du régime.

C'est par réformisme qu'en 1914 Jouhaux et ses camarades se rallièrent à l'union sacrée et marchèrent derrière Poincaré, comme Legien et Leipart derrière le Kaiser, comme les chefs trade-unioniste derrière le roi d'Angleterre ou derrière Wilson. Comme c'est par réformisme et en vertu des avantages de la politique de présence que Belin et Million ont trahi le syndicalisme et glissé à la collaboration avec Vichy ; Rey et Dumoulin à la collaboration avec l'occupant. La même politique de la présence a conduit Saillant à la présidence du Conseil national de la Résistance, Lacoste et Pineau au gouvernement de Gaulle ; Gazier, Croizat et Marcel Paul au gouvernement Gouin, tous aussi fidèles à l'indépendance du syndicalisme que leurs frères ennemis.

Aujourd'hui, Jouhaux lui-même ne s'y retrouve plus dans ce qu'il pensait hier – c'est-à-dire en 1906 – et ce qu'il est amené à penser maintenant. Ses souvenirs se brouillent. Au Comité confédéral de septembre 1945, il donna sa bénédiction - une bénédiction pleine de résignation, je veux bien – aux candidatures électorales de fonctionnaires syndicaux. Il invoqua des précédents. Selon lui, en 1905, pour protester contre la lenteur mise au vote et à l'application de certaines lois, la CGT aurait posé des candidatures et pris part à la campagne électorale. Cette affirmation m'avait tout de suite étonné. Rien de pareil ne me restait dans la mémoire. Une telle décision pourtant aurait fait dans les rangs confédéraux un fameux boucan, un boucan difficile à oublier. Je me suis reporté à *La Voix du peuple*, du 15 avril 1906, un article intitulé « Profitons des élections » que Jouhaux fera bien de relire pour se rafraîchir la mémoire. Entre nous, cet article, j'avais pu l'oublier : peut-être même ne l'ai-je pas lu à l'époque, me trouvant dans la prison de Béthune, en cellule de droit commun, sans visites et sans journaux, pour la grève des mineurs qui suivit la catastrophe de Courrières. Mais l'esprit de la CGT était si nettement établi qu'une décision telle que celle invoquée par Jouhaux était invraisemblable. En fait, la CGT utilisa la période électorale pour la propagande en faveur du mouvement de huit heures, affiches libérées du timbre, préaux d'école pour réunions. Mais elle recommandait à ses candidats des huit heures de s'abstenir absolument de tout geste politique.

La CGT, rappelait-on, est un organisme économique, réunissant en son sein des travailleurs de toutes opinions politiques, par conséquent il serait absurde de supposer qu'elle puisse avoir une arrière-pensée électorale ou abstentionniste.

Les organisations syndicales et leurs délégués – en tant que délégués – n'ont pas à préconiser le vote ou le non-vote ; c'est là opinion individuelle, « confessionnelle », qui ne relève par conséquent que des individus. A chacun, en dehors de l'organisation syndicale, il est loisible de faire campagne pour ou contre tel ou tel candidat, ou même contre tous... Mais il est nécessaire qu'aucune équivoque ne soit possible et que le camarade qui aura accepté d'être le candidat des huit heures ne laisse pas percer ses préférences individuelles...

La tactique préconisée par la commission confédérale est toute de propagande économique et ne doit, en aucune circonstance, s'écarter de la ligne tracée. A vouloir agir autrement, on susciterait des protestations, des discussions acrimonieuses - conséquence de l'intervention dans l'organisme syndical des opinions, alors qu'on ne doit s'y préoccuper que des intérêts -, et on aurait fait tout, hormis de la bonne propagande.

Il est difficile de voir dans ces candidatures des huit heures un précédent justifiant les candidatures politiques de fonctionnaires syndicaux. Plus encore, les décisions de voter non à l'avant-dernier référendum ou oui au dernier. C'en est au contraire la condamnation.

Hier, derrière la SDN. Aujourd'hui, derrière l'ONU

Sur bien des points, ex-confédérés et ex-unitaires sont d'accord depuis pas mal de temps. Dans l'ancienne CGTU, vers la fin de son existence, il était de bon ton de cumuler un mandat de député et celui de secrétaire d'organisation syndicale. On a fait des progrès ; on cumule aujourd'hui un mandat de ministre et celui de secrétaire de fédération.

Mais combien de vieux fonctionnaires confédérés ne demandaient qu'à finir dans un fauteuil de député ? Voilà longtemps qu'ils s'attristaient qu'à l'étranger les fonctionnaires syndicaux puissent devenir députés et pas ceux de la CGT française. Le parti socialiste, de son côté, faisait d'ailleurs tout pour les y entraîner afin de « prolétarianiser » un peu son groupe parlementaire, où les avocats étaient décidément trop nombreux.

Sur les problèmes pratiques du mouvement syndical, même accord.

Pour les uns et pour les autres, les syndicats n'ont, au fond, que des tâches réformistes à remplir. Les ex-unitaires accordent au parti politique le rôle supérieur, le rôle révolutionnaire. Les réformistes syndicaux que sont les ex-confédérés se vouent aux rôles secondaires et laissent les grandes tâches aux organismes

gouvernementaux de tout ordre, où ils sont heureux et fiers d'occuper un fauteuil. D'un côté comme de l'autre, on veut collaborer avec les services d'État, on s'y retrouve et l'on s'aperçoit qu'on ne pense pas différemment sur beaucoup de choses. On condamne encore le Bureau international du travail, du côté ex-unitaire, mais c'est pour adopter le Comité économique et social de l'ONU. On est tout étonné quand Jouhaux fait toucher du doigt que c'est la même chose, en plus mal, puisque les ouvriers n'y seront pas représentés directement. On condamne toujours la Société des nations, mais c'est pour faire confiance à l'Organisation des nations unies, qui a tous les défauts de la première avec cette aggravation que les trois Grands y font plus ostensiblement la loi. Ils ne voient pas, les uns et les autres, que toute la confiance qu'ils accordaient hier à la SDN, ou qu'ils accordent aujourd'hui à l'ONU, ils la volent à l'Internationale syndicale.

Déjà, avant-guerre, une même admiration pour le régime étatiste russe les rapprochait. Les ex-confédérés se rattrapaient de leur mépris pour la révolution d'Octobre, de leur haine pour Lénine et Trotsky, par une admiration débordante pour l'État qui s'était maintenu, qui avait édifié une armée puissante et qui pouvait renflouer la SDN et le Bureau international du travail. En somme, les réformistes admiraient la Russie de Staline pour les mêmes raisons qui nous en éloignaient. Même plus, Staline les avait comme vengés des coups que leur avait assenés la vieille garde bolchevique. Après cette guerre et la part prise par l'armée russe à la victoire, leur admiration ne pouvait plus connaître de bornes. Cette admiration est en baisse depuis quelque temps. Mais ce n'est pas parce que l'armée russe de 1946, l'armée de Staline, ne ressemble pas plus à l'armée rouge de 1919, l'armée de Trotsky, que l'armée de Napoléon en 1810 ne ressemblait aux armées de 1793. Non, c'est simplement parce que le nationalisme russe et le nationalisme français ne font plus bon ménage ; parce que l'armée russe tarde beaucoup à être démobilisée et qu'on se demande si elle ne s'apprête pas, au contraire, en vue de la troisième guerre mondiale, la troisième et dernière que puisse s'offrir notre planète.

Les ex-confédérés ont le droit de trouver amère leur défaite du congrès. Ils sont battus, alors que c'est leur politique qui triomphe. Les ex-unitaires leur ont soufflé leur programme. Capocci a tout à fait raison de le faire remarquer dans *Force ouvrière* du 25 avril. On assiste à de curieux renversements de positions. Il est amusant d'entendre un délégué du Nord dire à Jouhaux : « Alors, te voilà devenu secrétaire de la CGTU ? » Mais il n'est pas moins amusant d'imaginer qu'il a bien dû se trouver quelqu'un pour dire à Frachon : « Alors, te voilà le champion du jusqu'au-boutisme, du collaborationnisme et de l'intégration des syndicats dans l'État ? »

Frachon n'aurait pas manqué de répondre sans doute que ce jusqu'au-boutisme, ce collaborationnisme, cette intégration ne sont pas identiques à ceux de 1919 ; ils constituent pour lui l'investissement du pouvoir en vue de sa conquête prochaine, afin de réaliser en France ce qui existe en Russie, au pays du socialisme.

Le pays du socialisme, vraiment !

Sacrebleu ! quelle idée a-t-il donc du socialisme ? Ou quelle idée se fait-il du sort imposé aux ouvriers russes ?

- Nous y sommes allés et nous avons vu. Tandis que tu paries sans savoir, sur la foi de gens aigris qui n'ont rien vu ou qui ont tout déformé.

- C'est vrai, je n'y suis pas allé au moment où je pouvais le faire, parce que je n'ai pas trouvé le moyen de me tailler six mois de liberté pour un véritable voyage d'étude. Mais ces gens aigris, dont le témoignage me paraît sérieux, sont restés là-bas non pas huit jours, mais dix ans ; ils y ont vécu non pas en touristes, mais en y travaillant ; pas dans

l'appareil, mais à l'usine, au chantier, à côté des ouvriers russes et vivant leur vie. Aigris, ils le sont peut-être ; c'est que jamais déception n'a pu être plus complète ni plus terrible que celle qu'ils ont subie.

Si Frachon était allé en Russie, non comme grand seigneur de l'appareil, mais comme ouvrier métallurgiste, et s'il avait travaillé dix ans dans les boîtes de là-bas, son témoignage aurait sans doute la même valeur. Encore dois-je faire une réserve : tant vaut le témoin, tant vaut le témoignage. A son retour, Frachon n'aurait probablement pas parlé de la Russie comme du pays du socialisme.

Les syndicats de métallurgistes anglais, invités par les syndicats russes de métallurgistes, ont envoyé en Russie une délégation en juillet-août 1945. Au retour, cette délégation a fourni un rapport qui a été dernièrement publié en français. Naturellement, *Le Peuple*, l'organe confédéral, n'en a pas plus parlé que *L'Humanité* ou *Le Populaire*. Pourtant, l'intérêt ni la bonne foi de ce rapport ne sont niables ni discutables. Voici quelques-unes des constatations faites :

Le standard de vie des ouvriers russes du fer et de l'acier - à part les exceptions de guerre - est, sans aucun doute, considérablement plus bas que celui des nôtres.

La délégation a été frappée par l'emploi des femmes à des travaux très durs :

Ici les femmes maçons étaient encore en nombre. [...] Dans les laminaires [...] les femmes sont employées à l'accrochage. Dans la tréfilerie, plus de 50 % de femmes.

Dans une fabrique de boulons :

Les presses sont toutes conduites par des femmes et au chauffage sont des jeunes filles.

Dans une ferme dépendant d'une usine :

Nous vîmes un autre de ces contrastes typiques en Russie, les femmes dans les champs nu-pieds et le directeur (femme) nous escortant sur de très hauts talons...

[...] Nous avons vu des femmes exécutant beaucoup de travaux que nous ne croyons pas leur convenir. Nous avons trouvé que les femmes dans les organisations étaient d'ardentes avocates de l'égalité des sexes, mais nous doutons cependant, ayant vu des femmes à l'œuvre, que leurs sœurs dans les métiers rudes et sales aient les mêmes et fortes convictions.

Sur les soins aux machines et sur le stakhanovisme :

Peu d'importance est attachée au soin de la machine. L'entretien naturel est quelque chose que non seulement les ouvriers, mais les cadres semblent regarder comme de peu de conséquence. L'idée paraît être qu'il est juste nécessaire de faire tourner les machines ; le reste importe peu. N'importe où qu'on aille, cela peut être remarqué. Le proverbe qui dit : « Un point à temps en sauve cent » a très peu cours parmi les Russes. Quelques slogans de plus à propos du soin des machines et un peu moins à propos des vertus de leurs chefs ne feraient pas de mal au peuple des soviets. Malgré toute la propagande, les histoires de production fabuleuse et les prétentions des records du stakhanovisme, nous croyons que la production horaire par homme est considérablement plus basse que chez nous.

Sur les syndicats russes :

Il n'est pas question de la grève, qui est illégale. [...] Nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir un doute sur l'activité locale des syndicats soviétiques, en ce qui concerne les sports et ce qu'ils appellent culture, bien-être et assurance sociale.

L'effort semble se porter sur ces questions plutôt que sur les salaires et conditions.

Nous ne voulons pas suggérer que tes syndicats ont peu à faire avec les salaires, mais il n'y a pas, comme chez nous, l'effort dévoué à cette question. [...] Nous pensons que les syndicats ont quelque indépendance pour soutenir les demandes de salaires et essaient légitimement de sauvegarder les intérêts de leurs membres, mais jamais au point de leur permettre de se laisser aller à un conflit ouvert avec la direction ou les autorités de l'État

Il est reconnu que l'activité et les fonctions du syndicat peuvent varier d'un État socialiste à un État capitaliste, mais jamais, à notre point de vue, au point accepté par les syndicats russes. Que les principaux intérêts des travailleurs puissent être laissés sûrement au gouvernement travailliste qui, nécessairement et tout le temps, doit avoir à cœur les intérêts des ouvriers, notre foi dans la perfection humaine, et en particulier dans les gouvernements, cependant bien intentionnés, n'a pas encore atteint un si haut degré.

Et pour conclure, cette impression générale :

Une forte impression, recueillie par tous les membres de la délégation, est que les travailleurs russes ont un long chemin à parcourir avant d'avoir rejoint quelque chose comme le standard de vie existant en Grande-Bretagne. Gardant en esprit les conditions qui existaient dans les jours du tsarisme, cela n'aurait besoin d'être établi que pour la peinture inégale que nous avons donnée et les extravagantes prétentions faites pour les oeuvres des soviets, pendant les quinze dernières années, principalement par ceux qui allèrent moins voir ce qui avait été fait que pour prouver au monde que le système en Russie était un succès.

Difficile de croire que la Russie est le pays du socialisme. Je pense même qu'elle lui a tourné le dos depuis nombre d'années. Je ne chicanerai pas Frachon sur certaine image qu'il a faite ; la ligne droite, en effet, n'est pas toujours la plus courte pour se rendre à un point donné. Les zigzags sont parfois imposés par la nature du terrain. Mais il faut faire attention qu'à force de zigzags, de tournants, d'altérations de ses idées on n'aille pas se perdre dans les positions de l'ennemi, en prendre la place, les méthodes et même les idées. La Russie n'est pas plus le pays du socialisme que la France de Napoléon n'était encore le pays de la Révolution. 'Tout en prétendant pourchasser le fascisme, la Russie a fini par en incarner une autre variété : le fascisme rouge. Qu'était le fascisme blanc ? Un composé de nationalisme exaspéré et d'étatisme. Ces deux éléments se retrouvent au même degré dans le fascisme rouge de Staline.

Le socialisme dégradé

La pire duperie, la plus grande escroquerie morale dont la classe ouvrière ait jamais pu être victime, c'est incontestablement d'avoir réussi à lui faire prendre le parti stalinien de 1946 pour un parti défendant le socialisme ou le communisme. Le communisme est bâti sur deux idées essentielles : la lutte de classes et l'internationalisme. Quand manque l'une ou l'autre de ces idées, à plus forte raison quand manquent les deux, il ne peut plus y avoir de socialisme ou de communisme. L'union dans le sentiment patriotique implique l'union des classes, par conséquent l'abandon de la lutte des classes. Il ne faut pas être autrement surpris que des délégués au congrès confédéral qui portent l'étiquette communiste aient accueilli par des sifflets et des vociférations les orateurs qui évoquaient le droit de grève. Ils ne savent plus ce que c'est que la lutte de classes. Ils parlent comme des jaunes.

Il n'est pas impossible que, parmi eux, beaucoup ne finissent un jour par se rendre compte qu'ils se sont trompés. Pourvu que leurs yeux ne s'ouvrent pas trop tard !

Léon Blum a reproché aux staliniens de dégrader l'esprit humain. Il a pleinement raison. Ce dont on peut s'étonner, c'est que le parti socialiste n'en ait pas plus conscience et qu'il ait bien failli - l'opération était faite si Blum était rentré trois mois plus tard de déportation - se laisser avaler par le parti communiste au nom de l'unité. Mais il est un autre reproche qu'on doit faire aux staliniens. C'est d'avoir dégradé le socialisme ; d'avoir mis sous les yeux de l'univers un régime qui se prétend socialiste, alors qu'il se moque de l'égalité, de la justice, de la liberté ; fait prendre quelque chose qui ne comporte ni lutte de classes ni internationalisme pour du socialisme. Jamais pareilles vessies n'ont été données pour des lanternes.

Jusqu'à la démocratie, dont ils se donnent comme les champions. Alors qu'ils sont les partisans fanatiques d'un régime où un seul parti est au pouvoir et tous les autres partis sont en prison. Est-ce que, dans leur besoin de tout faire à la russe, c'est cela qu'ils réservent à la France ?

Est-ce que, au nom de leur conception de la liberté de pensée et de la liberté de la presse, nous serons mis au régime du journal unique et condamnés à ingérer chaque jour les parades de foire de *L'Humanité* ? Pendant quelque temps, peut-être pourrions-nous encore lire *Le Canard enchaîné*, *Franco-Tireur* ou *L'Ordre*, mais ça ne nous changerait guère et ça ne durerait pas longtemps, Bénard, Fourier ni Buré n'en doutent pas, je pense.

Ce que signifie l'indépendance du syndicalisme

Nous voilà foin de l'indépendance du syndicalisme, direz-vous. N'en croyez rien. Nous sommes au centre même du problème. On a tendance à ne voir dans la charte d'Amiens que le paragraphe relatif aux relations des syndicats avec les partis. Paragraphe qu'on

interprète tout de travers, parce qu'on l'isole de tout ce qui l'entoure. Certains croient qu'il suffit pour les syndicats de ne pas avoir de liens avec les partis, mais qu'ils peuvent fort bien en avoir avec le gouvernement. Pour les mêmes, souvent, le contact n'est répréhensible qu'avec les partis révolutionnaires, point avec les partis socialistes modérés, voire le parti radical. C'est à cela qu'ont réduit la charte d'Amiens beaucoup de nos ex-confédérés. Pour les communistes dont elle est la bête noire, elle n'est qu'une vieilleries démodée. Ils se demandent même à quoi elle a bien pu rimer. Mais, s'ils s'acharnent contre elle, c'est parce qu'ils sentent qu'elle est moins démodée qu'ils ne disent, qu'elle n'a pas tellement vieilli, qu'elle ne peut même pas vieillir. car elle incarne la séparation d'avec la bourgeoisie. d'avec l'État d'avec les partis, mélange d'éléments de classes différentes, et qu'elle appelle l'émancipation ouvrière intégrale, l'émancipation réelle.

Les syndicalistes de 1906 pensaient qu'une révolution politique peut se produire sans changer la condition ouvrière, sans que le sort des travailleurs soit amélioré, sans qu'il y ait libération, émancipation de la classe ouvrière. L'exemple de la révolution russe ne fait que confirmer ce point de vue. Gare aux ouvriers, s'ils ne veillent pas sans arrêt.

Les syndicalistes de 1906 ne faisaient que reprendre ce que le chant de *L'Internationale* avait dit avant eux : " Ni Dieu, ni César ni tribun : producteurs, sauvons-nous nous-mêmes. " " Ce qu'avait proclamé la 1^o Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. "

Quand elle met le syndicat au-dessus des partis et des sectes, et qu'elle le désigne comme le groupement essentiel, la charte d'Amiens entend dire que l'intérêt ouvrier doit être affirmé d'abord, qu'il ne faut pas permettre que la classe ouvrière soit roulée. Pour cela, pas d'autre moyen que de donner à l'organisation ouvrière réelle le rôle principal, le rôle essentiel. Syndicat d'abord. Les partis, les sectes, après.

Si les syndicats renoncent à ce rôle principal, s'il leur paraît trop lourd, tant pis pour eux, tant pis pour les syndiqués, tant pis pour la classe ouvrière. Ils iront à une déception. Ils devront ensuite recommencer leur effort, s'ils veulent vraiment atteindre le but qu'ils se sont assigné, l'émancipation intégrale. Comment la réaliseront-ils ? La charte d'Amiens appelle les syndicats à se transformer de groupements de résistance en groupes de production et de répartition, à devenir la base de la réorganisation sociale. Là encore divergence profonde avec les tenants de l'étatisme, qu'ils se disent communistes ou réformistes. Ce n'est pas une part de gestion, une place au bout de la table, que réclame la charte d'Amiens, c'est toute la gestion. Dans les divers projets de nationalisation, il est visible que la classe ouvrière est loin d'assumer cette tâche. Il n'est que trop sûr que le capitalisme peut trouver son compte dans des nationalisations faites sur le modèle de celle de l'aviation, où les constructeurs dépossédés furent ébahis, a raconté quelque part de Monzie, des indemnités royales qui leur furent accordées. La bourgeoisie y trouvera son compte aussi, par la multiplication des emplois supérieurs de direction, de contrôle, de technique, où ses fils seront casés. Mais, sous un tel poids, avec une direction tiraillée dans des sens différents, les entreprises pourront-elles vivre d'une vie normale ? La réorganisation sociale implique la suppression du parasitisme et non sa prolifération. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'une bureaucratie quelconque suffise à opérer ce nettoyage.

L'expérience des nationalisations est engagée. Il n'y a pas de raison pour que les syndicalistes ne poussent pas à la roue. Mais ils doivent en même temps prévoir les obstacles et les écueils, et préparer les syndicats au coup d'épaule qui empêchera l'écroulement du système au bénéfice et à la grande gloire du patronat prenant sa revanche.

La CGT et ses minorités

La CGT, telle qu'elle sort du congrès, peut-elle remplir les tâches que devrait assumer une véritable centrale des syndicats français ? L'expérience de ces vingt derniers mois ne laisse guère d'illusion. Loin de faire machine arrière, elle va continuer dans la voie où elle est engagée, et où la tire le parti communiste. Tout est subordonné par elle à l'accession du parti au pouvoir et au soutien de la politique internationale de l'État russe. La classe ouvrière la suit ou paraît la suivre, mais à bien des signes on la sent troublée. Les fanatiques avalent tout : le blocage des salaires, le travail au rendement, c'est-à-dire à la tâche, honni depuis si longtemps, les crédits militaires boursoufflés, la revendication de la rive gauche du Rhin, tout au moins de la Sarre pour débiter, et

l'internationalisation de la Ruhr - le mot internationalisation fait bien -, les nationalisations, comprises de telle façon qu'elles commencent par vider les caisses de l'État et continuent en annonçant un relèvement des prix pour le consommateur ; tout cela, la grande masse des syndiqués a beaucoup de mal à le digérer.

Le parti socialiste n'a pas encaissé sans grogner la décision confédérale de voter oui-non au scrutin du 21 octobre. La campagne électorale qui va s'ouvrir n'assainira certainement pas l'atmosphère. Déjà, après le Comité confédéral de septembre 1945, Victor Provo, le maire socialiste de Roubaix, marquait le coup: " De plus en plus, les mots d'ordre du parti communiste deviendront ceux des organisations syndicales. Ils inscriront dans les faits la fin de la CGT. La CGTU est reconstituée. Nous nous bornons pour aujourd'hui à le signaler, en prévenant toutefois le parti communiste que sa conquête, sa prise de possession, sa suzeraineté appelleront des ripostes. »

Du côté anarchiste, la réaction n'avait pas été moins vive. Un appel avait été fait aux syndiqués et aux syndicats de s'insurger contre les décisions prises par le CCN.

Après le congrès confédéral, le malaise n'a fait que s'approfondir et les oppositions se durcir. De multiples foyers se manifestent et déjà plusieurs organes mènent spécialement la bataille de tendances. Une opposition, de droite, mais vigoureuse, avec *Front syndicaliste* ; des oppositions de gauche, l'une avec *Front ouvrier*, doublant *L'Ecole émancipée*, une autre avec *La Bataille syndicaliste*, une autre encore avec CETES et ses *Cahiers*.

Selon Capocci, la minorité confédérale serait formée de trois morceaux différents : une fraction libertaire, une fraction trotskyste, une fraction " vieux confédérés ». Cette classification délimite mal les courants. On peut difficilement parler d'une fraction libertaire. Les libertaires agissent moins dans les syndicats en qualité d'anarchistes qu'en qualité de syndicalistes révolutionnaires. De même, il est inexact d'appeler trotskyste la tendance de *L'Ecole émancipée* et du *Front ouvrier*, dont Valière a été le porte-parole au congrès. Il serait plus exact de faire deux grandes catégories : l'une embrassant tous ceux qui se rattachent à l'esprit de 1906, restant fidèles à la lutte de classes et à l'internationalisme ; l'autre tous ceux qui se réclament de la tradition de 1919, restant fidèles, eux, au jusqu'au-boutisme de 1914-1918 et à la politique de fermeté de 1939, partisans de la collaboration aux organismes d'État, et, en particulier, au BIT.

La catégorie " vieux confédérés » ne sait plus quelle est sa force. Elle peut compter davantage de fonctionnaires syndicaux. Elle est assurée sans doute de l'appui du parti socialiste. Mais elle se trouve au fond d'une impasse. Tandis que la catégorie syndicaliste révolutionnaire, qui ne possède plus que quelques très rares fonctionnaires syndicaux, est portée par la tradition du syndicalisme révolutionnaire. L'unité dans la CGT s'est faite par le rapprochement de deux appareils : le vieil appareil de la CGT, d'où tous les éléments révolutionnaires avaient été éliminés après la scission ou s'en étaient retirés, et l'appareil de la CGTU, qui avait progressivement perdu ou chassé tous ses minoritaires. Dans l'un et l'autre appareils, plus ou presque plus d'hérétiques. C'est cela qui semble constituer l'armature présente de la CGT. Mais aveugle serait celui qui ne verrait pas, en bas, dans les syndicats, d'un bout à l'autre du pays, nombre de vieux et de jeunes hérétiques. Ils sentent que le syndicalisme est en danger, et avec lui la défense de la classe ouvrière, et ses espérances.

Vous êtes de ces jeunes hérétiques. Vous vous croyez seuls. Vous ne l'êtes pas. Désespérés ? Pourquoi ? Vous avez la chance de vivre une grande période du mouvement. Il ne s'agit pas de choisir entre le communisme et le désespoir. Le communisme, c'est aussi le désespoir pour après-demain, ou peut-être demain, pour tous ceux qui sont maintenant dans ses rangs, mais croient véritablement lutter pour l'émancipation du prolétariat. Au diable le désespoir et le soi-disant parti communiste qui foule aux pieds la lutte de classes et l'internationalisme.

Redites-vous la réplique de Jeanne d'Arc, dans la pièce de Vermorel, lorsque Bradford lui dit :

Qui réussit a raison.

Jeanne lui répond :

Non, qui a raison réussit.